



DE VIVE VOIX 7.07

février 2020

$$(P_E) \begin{cases} \min_{x \in \mathcal{U}} & f(x) \\ \text{SC} & g_i(x) = 0, \quad i = 1, \dots, k, \end{cases}$$

Par **Aude Lacasse**, enseignante en économie et présidente du SEECLG

Le 17 janvier dernier, la Fédération des cégeps diffusait un communiqué visant à réaffirmer le rôle important (du moins selon elle) que jouent les établissements de son réseau face «aux défis auxquels le Québec est confronté, notamment en matière de pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et de rehaussement de la productivité»¹ et à présenter le mémoire qu'elle a transmis au ministre des finances, M. Éric Girard. Dans ce mémoire la Fédération présente : «des solutions en lien principalement avec la réussite et la diplomation des étudiants, le rehaussement de la productivité du Québec et la réponse aux besoins du marché du travail».² Cette préoccupation de la Fédération pour la «productivité» se manifeste aussi dans une étude qu'elle a commandé à la firme KMPG et qui en arrive aux conclusions suivantes : «le taux de productivité des entreprises québécoises compte parmi les plus faibles au Canada. Un retard historique du Québec qui s'explique notamment par une déficience en matière de qualification de la main-d'œuvre».³

Bon, par où commencer? Plusieurs éléments dans ces quelques phrases de la Fédération des cégeps me choquent, et voici pourquoi.

Commençons par celui qui peut sembler le plus anodin. En dépit du fait que la Fédération des cégeps a pour mandat de promouvoir une plus grande accessibilité à l'éducation supérieure, elle se permet de commander une étude à KMPG, une entreprise connue pour des stratégies comptables qui aident les plus nantis à faire de l'évasion fiscale. Pas plus tard qu'en mai dernier, Radio-Canada dévoilait une entente secrète entre le gouvernement canadien et de riches clients de KPMG accusés d'avoir utilisé un stratagème frauduleux pour éviter de payer leurs impôts.⁴ Que dire de plus ?

¹ FÉDÉRATION DES CÉGEPS, *Les cégeps : incontournables pour le développement du Québec et son économie*, communiqué, Montréal, 17 janvier 2020

² Ibid

³ Ibid

⁴ CASHORE, Harvey, POULIOT, Gaétan, *Nouvelle entente secrète avec de riches clients de KPMG*, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/>, Montréal, 30 mai 2019

Parlons maintenant du discours. Des expressions comme «hausser la productivité» et «répondre aux besoins du marché» sont devenues presque banales à nos oreilles, et plus encore si comme moi vous enseignez la science économique. Lorsqu'on tente d'appliquer celles-ci dans le contexte de l'éducation, elles ne peuvent que soulever des appréhensions. Répondre aux besoins du marché sous-entend de transmettre des connaissances spécifiques en fonction des besoins ponctuels des entreprises. Par exemple enseigner l'utilisation du logiciel X pour effectuer une tâche Y. Cela signifie aussi de donner de moins en moins de place à la formation générale. Pensons à la volonté de nos collègues de multiplier les AEC. À mon sens, il s'agit de connaissances dites jetables : utiles à court terme, mais qui se transposent difficilement à un autre contexte d'emploi ou dans le temps.

Pour concrétiser cette vision de l'éducation, la Fédération dispose d'un atout de taille: les étudiants eux-mêmes. De plus en plus consultés (et entendus), ces «clients» souhaitent obtenir une formation qui répond à leur intérêt du moment. En ceci, disons-le, les étudiants ne sont pas si différents des générations qui les ont précédés. Souvenons-nous des préoccupations parfois très individualistes que nous avions à 17 ans.

Je ne faisais pas exception à la règle lors de mon passage au collégial. Inscrite en Sciences humaines «avec math», je me souviens avoir questionné l'utilité d'avoir autant de cours de littérature, de philosophie et surtout ma bête noire à l'époque: la psychologie!!! À quoi cela pourrait-il bien me servir plus tard? Je n'avais qu'un seul désir, soit terminer ma formation collégiale, accéder à l'université et me consacrer à mon véritable intérêt : l'économie.

Toutefois une grande déception m'attendait. Loin de me transmettre des connaissances concrètes, mon cursus scolaire me gavait d'équations algébriques. Comment rendre quelque chose d'aussi abstrait utile ? Plusieurs années plus tard, baccalauréat et maîtrise en poche, la question demeurait entière à l'aube de ma carrière d'enseignante. Face à une salle de classe de niveau collégial, tout cet algèbre ne m'était pas d'un grand secours.

Devant ces questionnement, mon oncle avait une réponse : «À l'université on t'apprend à penser !». Ah bien coudonc... peut-être. La sagesse de celle-ci ne m'est apparue que plus tard, lors d'une conversation avec les membres de l'exécutif syndical. Au cours de cette dernière, l'un d'eux m'a fait la remarque suivante : «Vraiment, je ne sais pas comment tu fais pour trouver aussi souvent des solutions à des problèmes auxquels nous n'en voyons pas!». J'étais perplexe sur le coup, mais en réalité la réponse était évidente : pendant 5 ans, l'université a poussé mon cerveau à résoudre des problèmes complexes, à réfléchir en dehors du cadre. Toutes ces heures à résoudre des équations mathématiques n'avaient pas été vaines finalement ! À 17 ans étais-je en mesure de l'apprécier? Non ! Aujourd'hui ? Oui !

Nos patrons nous demandent d'être des travailleurs agiles, souples, innovants (je vous invite à lire le mémoire de la Fédération des cégeps, vous y retrouverez ces mots à

plusieurs reprises). Comment l'être si notre formation se limite à «répondre aux besoins du marché du travail» à court terme? Derrière plus de productivité, quelle société construisons-nous à long terme ? Nos directions prétendent former des citoyens responsables, mais elles cautionnent la disparition graduelle de tous les aspects de la formation collégiale qui cherchent à réaliser cet objectif au nom des impératifs de la croissance économique, une révision de programmes à la fois.

Il est difficile d'être contre la prospérité, mais être obsédé par elle sans perspective aucune est assurément une erreur que nos gouvernements s'entêtent à commettre. La croissance économique à court terme est beaucoup plus utile en terme électoral que celle à long terme qui demande d'autres formes d'investissements : réduire les inégalités, défaire les préjugés, éduquer la population, protéger l'environnement, valoriser la démocratie, etc. Disons-le simplement, nous ne pouvons léguer aux générations futures une société prête à mettre au pouvoir un dirigeant du même acabit que celui que nos voisins du Sud ont élu il y a 4 ans.

Au-delà de l'étiquette humaniste que nos cégeps s'accordent, peut-on réellement dire que nous traitons nos étudiants avec humanisme? Comment les outillons-nous pour l'avenir lorsqu'on leur transmet des connaissances purement utilitaires susceptibles d'être vite désuètes ? À cela, on nous répond : plus de formation en continu. Sans être opposés totalement à celle-ci, on ne peut miser uniquement sur elle pour préparer nos étudiants à composer avec le changement.

Ne nous racontons pas d'histoire. Derrière les plans stratégiques de nos gestionnaires se cache cette vision de l'éducation. Une éducation au service des entreprises et des futurs salariés. Cette vision part d'en haut et percole jusqu'à nos directions. Nous n'avons qu'à penser à la révision actuelle du programme de technique administrative. Le ministère souhaite former un technicien «polyvalent». Mais comment atteindre un tel objectif sans former l'esprit ? Ce n'est pas dans le cadre d'un cours «Apprendre à être polyvalent 101» donné en 45 heures qu'il sera possible de réaliser cette ambition, ni en limitant nos programmes à une liste de compétences.

Je terminerais avec cet extrait du communiqué de la Fédération des cégeps:«..., la Fédération estime que la solution réside dans la mise en place d'équipes multidisciplinaires chargées de l'implantation de pratiques d'enseignement à impact élevé, soit des pratiques novatrices touchant à la relation enseignant/étudiant, aux méthodes pédagogiques, à l'évaluation des apprentissages et à la structuration de l'enseignement.»⁵

Peut-être est-ce une simple intuition, mais quand je le lis *enseignement à impact élevé*, la première image qui me vient à l'esprit est celle-ci:

⁵ FÉDÉRATION DES CÉGEPS, *Les cégeps : incontournables pour le développement du Québec et son économie*, communiqué, Montréal, 17 janvier 2020

Étudiant: «Madame, c'est quoi le truc pour déterminer quelle est l'idéologie de l'auteur dans ce texte? Comment puis-je dire si c'est un libéral, social-démocrate ou un socialiste?

Moi: «Il faut lire plus d'une fois le texte, appliquer la grille d'analyse que je t'ai fournie, etc»

Étudiant: «Oui, mais c'est quoi le truc?»

Moi: «Le truc?, mais il n'y a pas de truc!!! Seuls le travail et l'effort te permettront d'y parvenir!»

Pour moi les pratiques d'enseignement à impact élevé, c'est le «truc», une astuce qui permet de réussir sans réfléchir.

Nos gestionnaires ont-ils encore 17 ans ?